

2° le chef de division de la Division de l'inspection de l'environnement de l'Administration de l'environnement, de la nature et de la rénovation rurale du Département de l'environnement et de l'infrastructure.

Art. 2. La décision d'imposer une amende administrative est notifiée au contrevenant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Cette notification indique le montant de l'amende administrative et le jour, le lieu et l'heure de l'audition à laquelle le contrevenant sera convoqué.

L'audition aura lieu au plus tôt quinze jours après l'envoi de la lettre recommandée.

La notification indique le lieu et la période de consultation du dossier.

Le dossier peut être consulté au moins dix jours avant l'audition.

Le contrevenant peut remettre une note à l'audition et il peut se faire assister par un conseiller.

L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

Art. 3. A l'issue de l'audition, les fonctionnaires visés à l'article 1er prennent la cause immédiatement en délibéré.

La décision est prise de commun accord et elle est motivée.

Le fonctionnaire général du Service des redevances de la « Vlaamse Landmaatschappij » communique la décision au contrevenant dans les dix jours de l'audition par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Art. 4. L'amende administrative doit être payée au « Fonds voor Preventie en Sanering inzake Leefmilieu en Natuur » (Fonds de prévention et d'assainissement en matière de l'environnement et de la nature) dans les trente jours civils à compter de la date de remise à la poste de la lettre recommandée visée à l'article 3.

Art. 5. Une copie du procès-verbal dressé par un officier de la police judiciaire ou par un fonctionnaire visé à l'article 43, § 1er, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 décembre 1992 portant exécution de certains articles du décret du 23 janvier 1991 relatif à la protection de l'environnement contre la pollution due aux engrais, est transmise aux fonctionnaires généraux visés à l'article 1er.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre flamand qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 avril 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et du Logement,

N. DE BATSELIER

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIIK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 — 1476 [C — 31265]

27 AVRIL 1995. — Ordonnance relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. La présente ordonnance règle une matière visée aux articles 39 et 134 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° services de taxis :

ceux qui assurent, avec chauffeur, le transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles et qui réunissent les conditions ci-après :

a) le véhicule, de type voiture, voiture mixte ou minibus, au sens de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, est, d'après son type de construction et son équipement, apte à transporter au maximum neuf personnes — le chauffeur compris — et est destiné à cet effet;

(1) Documents du Conseil :

Session ordinaire 1994-1995 :

A : 368/1 Projet d'ordonnance.

A : 368/2 Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion. Séance du 10 avril 1995. Adoption. Séance du 11 avril 1995.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIIK GEWEST

N. 95 — 1476 [C — 31265]

27 APRIL 1995. — Ordonnantie betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld bij de artikelen 39 en 134 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° taxidiensten :

de bezoldigde vervoerdiensten van personen, met bestuurder, door middel van automobielen die aan de volgende eisen voldoen :

a) het voertuig, van het type auto, auto voor dubbel gebruik of minibus, naar de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de motorvoertuigen, hun aanhangwagens, de elementen alsook de accessoires voor de veiligheid moeten voldoen, is, naar constructie en uitrusting, geschikt voor het vervoer van ten hoogste negen personen — de bestuurder inbegrepen — en is daartoe bestemd;

(1) Dokumenten van de Raad :

Gewone zitting 1994-1995 :

A : 368/1 Ontwerp van ordonnantie.

A : 368/2 Verslag.

Volledig verslag. — Bespreking. Vergadering van 10 april 1995. Aanneming. Vergadering van 11 april 1995.

b) le véhicule est mis à la disposition du public, soit à un point de stationnement déterminé sur la voie publique au sens du règlement général sur la police de la circulation routière, soit en tout autre endroit non ouvert à la circulation publique;

c) la mise à la disposition porte sur le véhicule et non sur chacune des places lorsque le véhicule est utilisé comme taxi, ou sur chacune des places du véhicule et non sur le véhicule lui-même lorsque le véhicule est utilisé comme taxi collectif avec l'autorisation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

d) la destination est fixée par le client;

2° services de location de voitures avec chauffeur :

tous services de transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles qui ne sont pas des services de taxis et qui sont assurés au moyen de véhicules de type voiture, voiture mixte ou minibus, à l'exception des véhicules aménagés en ambulance;

3° Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

4° Conseil : le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Ne sont pas considérés comme services de taxis ni comme services de location de voitures avec chauffeur les services de transport de personnes constituant des services réguliers, des services réguliers spécialisés ou des services occasionnels au sens de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux services de taxis

Section 1re. — De l'autorisation

Art. 3. Nul ne peut, sans autorisation du Gouvernement, exploiter un service de taxis au moyen d'un ou de plusieurs véhicules au départ d'une voie publique ou de tout autre endroit non ouvert à la circulation publique, qui se situe sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'autorisation d'exploiter emporte celle de stationner sur n'importe quel point de stationnement réservé aux taxis et situé sur la voie publique, aux conditions déterminées par le Gouvernement.

Art. 4. § 1er. Les conditions d'exploitation des services de taxis sont fixées par le Gouvernement.

L'autorisation d'exploiter un service de taxis est délivrée par le Gouvernement. Celui-ci détermine la procédure d'introduction et d'instruction des demandes d'autorisation ainsi que la forme des autorisations et les mentions qui doivent y figurer.

Il ne peut être délivré qu'une seule autorisation par exploitant. L'autorisation mentionne le nombre de véhicules pour lesquels elle est délivrée.

§ 2. Les exploitants de services de taxis peuvent être autorisés à disposer pour l'exploitation de leur service de véhicules de réserve dont ils sont propriétaires ou dont ils ont la disposition en vertu d'un contrat de vente à tempérament, d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location-vente.

Ces véhicules doivent au moins répondre aux conditions suivantes :

1° être équipés pour assurer un service de taxis;

2° être enregistrés au service des taxis du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale en qualité de « voiture de réserve » au moment de leur utilisation;

3° être munis à l'avant-gauche d'une plaque spéciale d'identification portant la mention « réserve »;

4° être munis à l'avant-droit de la plaque d'identification du véhicule normalement mis en service et auquel le véhicule de réserve se substitue.

Ces véhicules ne peuvent être donnés en location au sens de l'article 9.

L'autorisation d'exploiter mentionne, le cas échéant, le nombre de véhicules de réserve que peut posséder l'exploitant. Ce nombre ne peut dépasser 20 % du nombre des véhicules affectés normalement à l'exploitation du service lorsque celui-ci exploite plus de dix véhicules.

Art. 5. L'autorisation est délivrée en fonction de l'utilité publique du service et aux conditions fixées à l'article 6.

Compte tenu de l'utilité publique du service, le nombre de véhicules pouvant être utilisés dans le cadre d'autorisations d'exploiter un service de taxis sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale est limité.

b) het voertuig wordt ter beschikking gesteld van het publiek, hetzij op een bepaalde standplaats op de openbare weg naar de zin van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, hetzij op eender welke andere plaats die niet voor het openbaar verkeer is opengesteld;

c) de terbeschikkingstelling heeft betrekking op het voertuig en niet op elk van de plaatsen ervan wanneer het voertuig ingezet wordt als taxidienst, of op elk van de plaatsen van het voertuig en niet op het voertuig zelf wanneer het ingezet wordt als collectieve taxidienst met de machtiging van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

d) de bestemming wordt door de cliënt bepaald;

2° diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur :

alle diensten van bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen, die geen taxidiensten zijn en die verzekerd zijn door middel van voertuigen van het type auto, auto voor dubbel gebruik of minibus, met uitzondering van de voertuigen die als ziekenwagens uitgerust zijn;

3° Regering : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

4° Raad : de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

Worden niet beschouwd als taxidiensten, noch als diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, de diensten die geregeld vervoer, bijzondere vormen van geregeld vervoer of ongeregeld vervoer zijn in de zin van het wetsbesluit van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de taxidiensten

Afdeling 1. — De vergunning

Art. 3. Niemand mag, zonder vergunning van de Regering, een taxidienst exploiteren door middel van één of meer voertuigen vanop de openbare weg of op elke andere niet voor het openbaar verkeer opengestelde plaats die zich op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevindt.

De vergunning voor het exploiteren omvat de toelating voor het stationeren op eender welke op de openbare weg gelegen standplaats die voor de taxi's voorbehouden is, aan de voorwaarden die door de Regering vastgelegd worden.

Art. 4. § 1. De voorwaarden voor het exploiteren van een taxidienst worden door de Regering vastgelegd.

De vergunning voor het exploiteren van een taxidienst wordt door de Regering afgegeven. Die legt de procedure voor de indiening en het onderzoek van de vergunningsaanvragen vast alsook de vorm van die vergunningen en de vermeldingen die erop moeten voorkomen.

Er mag slechts één vergunning per exploitant afgegeven worden. De vergunning vermeldt het aantal voertuigen waarvoor ze afgegeven werd.

§ 2. De exploitanten van taxidiensten mogen ertoe gemachtigd worden om voor de exploitatie van hun diensten over reservevoertuigen te beschikken waarvan ze eigenaar zijn of waarover ze beschikken bij een contract van verkoop op afbetaling, een contract van huurfinanciering of een contract van huur-verkoop.

Deze voertuigen moeten ten minste voldoen aan volgende voorwaarden :

1° uitgerust zijn om een taxidienst te verzekeren;

2° bij het gebruik ervan, in de hoedanigheid van « reservevoertuig » ingeschreven zijn bij de Taxidienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° vooraan links uitgerust zijn met een speciale identificatieplaat waarop de vermelding « reserve » voorkomt;

4° vooraan rechts uitgerust zijn met de identificatieplaat van het voertuig dat normaal ingezet wordt als taxidienst en waarvan het reservevoertuig de plaats inneemt.

In de zin van artikel 9 mogen deze voertuigen niet verhuurd worden.

De exploitatievergunning vermeldt, in voorkomend geval, het aantal reservevoertuigen waarover de exploitant mag beschikken. Dit aantal mag echter niet hoger zijn dan 20 % van het aantal voertuigen dat normaal ingezet wordt voor de exploitatie van de dienst wanneer deze meer dan tien voertuigen exploiteert.

Art. 5. De vergunning wordt afgegeven ter wille van het openbaar nut van de dienst en aan de onder artikel 6 gestelde voorwaarden.

Rekening houdend met het openbaar nut van de dienst wordt het aantal voertuigen beperkt die ingezet kunnen worden in het kader van de exploitatievergunningen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Le Gouvernement fixe le nombre maximum de véhicules pour lesquels des autorisations d'exploiter peuvent être délivrées notamment en fonction des besoins.

Il est tenu un registre contenant une liste des demandes d'autorisation. Le Gouvernement peut fixer les règles applicables à ce registre.

Les demandes sont traitées dans l'ordre chronologique de leur introduction.

Art. 6. L'autorisation est délivrée après une enquête portant sur les garanties morales, la qualification professionnelle et la solvabilité du requérant.

Lorsque soit le domicile de l'exploitant soit le siège social ou le siège d'exploitation d'une entreprise de taxis est établi sur le territoire d'une des communes faisant partie de la Région de Bruxelles-Capitale, des devoirs d'enquête peuvent être confiés aux services administratifs de la commune intéressée.

Le Gouvernement peut fixer les conditions de moralité, de qualification professionnelle et de solvabilité requises des exploitants en vertu de l'alinéa 1er ainsi que les conditions de moralité et de qualification professionnelle requises des chauffeurs.

Lorsque l'autorisation d'exploiter est délivrée à une personne morale, les conditions mises à charge des personnes physiques pour être titulaires de l'autorisation doivent être réunies durant toute la durée de l'exploitation par l'organe statutaire de cette personne morale qui est chargé de la gestion journalière.

Art. 7. § 1er. La durée de l'autorisation d'exploiter un service de taxis est de cinq ans. L'autorisation est renouvelable pour des termes de même durée.

L'autorisation peut être accordée ou renouvelée pour une durée inférieure à cinq ans, si des circonstances particulières inscrites dans l'acte d'autorisation ou de renouvellement justifient cette dérogation.

§ 2. Le renouvellement de l'autorisation est refusé pour tous ou certains des véhicules dans les cas suivants :

1° si l'exploitant n'a pas respecté les dispositions de la présente ordonnance, des arrêtés pris en exécution de celle-ci ou des conditions de l'autorisation d'exploiter;

2° si l'exploitant n'a pas respecté les dispositions de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur;

3° si le véhicule n'a pas été valablement assuré durant toute la période couverte par l'autorisation dont le renouvellement est demandé;

4° si le véhicule a été insuffisamment mis à la disposition du public pendant les années précédant celle de la demande de renouvellement, sauf si l'exploitant peut faire valoir des motifs économiques ou sociaux exceptionnels dûment justifiés.

Le Gouvernement peut arrêter les critères d'évaluation de la mise à la disposition suffisante des véhicules au public:

5° si, compte tenu de l'utilité publique du service, l'exploitation n'est pas rentable. Le Gouvernement peut arrêter des critères de rentabilité;

6° si l'exploitant n'a pas respecté la législation sociale et la législation comptable durant la période de validité de son autorisation;

7° si l'exploitant ne répond plus aux conditions de moralité, de qualification professionnelle ou de solvabilité.

La demande de renouvellement de l'autorisation doit être introduite neuf mois au plus et six mois au moins avant l'expiration de l'autorisation en cours.

Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction et d'instruction des demandes de renouvellement ainsi que les annexes qui doivent y être jointes et fixe la forme des autorisations et les mentions qui doivent y figurer.

Art. 8. L'autorisation d'exploiter ne peut être délivrée qu'à une personne physique ou morale qui soit est propriétaire du ou des véhicules, soit en a la disposition en vertu d'un contrat de vente à tempérament, d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location-vente.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le titulaire d'une autorisation dont un véhicule est momentanément indisponible, par suite d'accident, de panne mécanique grave, d'incendie ou de vol peut être autorisé à titre exceptionnel à assurer son service avec un véhicule de remplacement dont il n'est pas propriétaire ou dont il n'a pas la disposition en vertu d'un contrat de vente à tempérament, d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location-vente.

Cette autorisation ne peut être accordée que pour une période maximale de trois mois et ne peut être renouvelée.

De Regering stelt het maximum aantal voertuigen vast waarvoor exploitatievergunningen afgegeven kunnen worden, met name in functie van de behoeften.

Een register, waarin de lijst voor de vergunningsaanvragen voorkomt, wordt opgesteld. De Regering mag de regels vastleggen die van toepassing zijn op dat register.

De aanvragen worden volgens de chronologische orde van indiening behandeld.

Art. 6. De vergunning wordt afgegeven na een onderzoek betreffende de door de aanvrager gegeven zedelijke waarborgen, zijn beroepsbekwaamheid en zijn solvabiliteit.

Wanneer hetzij de woning van de exploitant, hetzij de maatschappelijke of de exploitatiezetel van een taxionderneming zich op het grondgebied bevindt van één van de gemeenten die deel uitmaken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, kunnen onderzoeksopdrachten toevertrouwd worden aan de administratieve diensten van de betrokken gemeente.

De Regering kan de voorwaarden vastleggen inzake zedelijkheid, beroepsbekwaamheid en solvabiliteit die krachtens het eerste lid van de exploitant vereist worden alsook inzake zedelijkheid en beroepsbekwaamheid van de bestuurders.

Wanneer de exploitatievergunning aan een rechtspersoon wordt afgegeven, moet de statutaire instelling van de rechtspersoon die belast is met het dagelijks beheer, voldoen aan de voorwaarden opgelegd aan een natuurlijke persoon om houder te worden van de vergunning, en dit gedurende de hele duur van de exploitatie.

Art. 7. § 1. De duur van de vergunning voor het exploiteren van een taxidienst is vijf jaar. De vergunning kan voor dezelfde duur hernieuwd worden.

De vergunning kan voor minder dan vijf jaar verleend of hernieuwd worden indien bijzondere, in de vergunning of hernieuwingsakte vermelde omstandigheden, die afwijking wettigen.

§ 2. De hernieuwing van de vergunning zal geweigerd worden voor alle of sommige voertuigen in volgende gevallen :

1° indien de exploitant de bepalingen van deze ordonnantie, de uitvoeringsbesluiten ervan of de voorwaarden van de exploitatievergunning niet nageleefd heeft;

2° indien de exploitant de bepalingen van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument niet nageleefd heeft;

3° indien het voertuig niet naar behoren werd verzekerd tijdens de duur die voorgeschreven is door de vergunning waarvoor een hernieuwing gevraagd wordt;

4° indien het voertuig niet genoeg ter beschikking van het publiek gesteld werd tijdens de jaren die aan deze aanvraag tot hernieuwing voorafgaan, behalve als de exploitant zich kan beroepen op uitzonderlijke economisch of sociaal verantwoorde redenen.

De Regering kan de evaluatiecriteria inzake toereikendheid van de terbeschikkingstelling van de voertuigen aan het publiek vastleggen;

5° indien, rekening houdend met het openbaar nut van de dienst, de exploitatie niet rendabel is. De Regering mag criteria inzake rendabiliteit vastleggen;

6° indien de exploitant tijdens de geldigheidsduur van de vergunning de sociale en de boekhoudkundige wetgeving niet nageleefd heeft;

7° indien de exploitant niet langer voldoet aan de voorwaarden inzake zedelijkheid, beroepsbekwaamheid of solvabiliteit.

De aanvraag tot hernieuwing van de vergunning moet ingediend worden ten vroegste negen maanden en ten laatste zes maanden vóór het aflopen van de geldige vergunning.

De Regering bepaalt de procedure voor de indiening en het onderzoek van de aanvragen tot hernieuwing alsook de bijlagen die erbij gevoegd moeten worden en legt de vorm van de vergunningen vast alsook de vermeldingen die erop moeten voorkomen.

Art. 8. De exploitatievergunning kan slechts afgegeven worden aan een natuurlijke of rechtspersoon, die hetzij eigenaar is van het of van de voertuigen, hetzij erover beschikt bij een contract van verkoop op afbetaling, een contract van huur-financiering of een contract van huur-verkoop.

In afwijking van lid 1 kan de vergunninghouder van wie een voertuig tijdelijk niet beschikbaar is ten gevolge van een ongeval, een ernstig mechanisch defect, brand of diefstal, toegelaten worden zijn dienst te verrichten door middel van een vervangingsvoertuig waarvan hij geen eigenaar is of waarover hij niet beschikt op grond van een contract van verkoop op afbetaling, een contract van huur-financiering of een contract van huur-verkoop.

Die machtiging kan slechts voor ten hoogste drie maanden worden verleend en is niet hernieuwbaar.

Les véhicules de remplacement doivent au moins répondre aux conditions suivantes :

- a) être équipés pour assurer un service de taxis;
- b) être enregistrés au service des taxis du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale en qualité de « véhicule de remplacement » au moment de leur utilisation;
- c) être munis à l'avant-gauche d'une plaque spéciale d'identification portant la mention « R-V »;
- d) être munis à l'avant-droit de la plaque d'identification du véhicule normalement mis en service et auquel le véhicule de remplacement se substitue.

Ces véhicules ne peuvent être donnés en location au sens de l'article 9.

Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction et d'instruction de la demande d'autorisation ainsi que les annexes qui doivent y être jointes et fixe la forme de celle-ci et les mentions qui doivent y figurer.

Art. 9. La location par l'exploitant, sous quelque forme que ce soit, du ou des véhicules à toute personne qui en assure ou en fait assurer la conduite, est interdite.

Art. 10. L'autorisation d'exploiter est personnelle, indivisible et incessible.

Toutefois, moyennant l'autorisation préalable du Gouvernement :

1° le conjoint ou les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré peuvent, en cas de décès ou d'incapacité permanente du titulaire de l'autorisation, poursuivre l'exploitation du service dans les mêmes conditions jusqu'au terme de l'autorisation en cours;

2° une personne morale peut poursuivre l'exploitation d'une personne physique titulaire d'une autorisation dans le seul cas où celle-ci en fait apport à cette personne morale qu'elle crée et tant qu'elle en est l'associé majoritaire ainsi que l'organe statutaire chargé de la gestion journalière.

Art. 11. § 1er. Pour des motifs économiques ou sociaux exceptionnels dûment justifiés, le titulaire d'une autorisation d'exploiter peut à tout moment demander au Gouvernement d'augmenter ou de diminuer le nombre de véhicules faisant l'objet de son autorisation d'exploiter un service de taxis.

§ 2. Pour les mêmes motifs, le titulaire d'une autorisation d'exploiter peut demander à tout moment au Gouvernement de suspendre, pour un terme qui ne peut être inférieur à un mois et qui ne peut excéder douze mois, l'exploitation d'un ou de plusieurs véhicules faisant l'objet de son autorisation d'exploiter, sans préjudice de son obligation de payer les taxes et autres charges afférentes à l'autorisation.

Pareille faculté ne peut être utilisée par le titulaire d'une autorisation d'exploitation qu'une fois par année civile et sans que la durée totale des suspensions puisse excéder douze mois de la durée totale de l'autorisation.

§ 3. Les décisions du Gouvernement prises en application du présent article le sont en fonction de l'utilité publique du service selon la procédure et les conditions applicables à la demande d'autorisation d'exploiter un service de taxis.

Art. 12. Par décision motivée du Gouvernement, l'autorisation prévue à l'article 4 peut être retirée ou suspendue pour une durée déterminée en cas de violation des dispositions de la présente ordonnance, des arrêtés pris en exécution de celle-ci ou des conditions de l'autorisation, ainsi qu'en cas d'abandon total de l'exploitation pendant une durée de deux ans.

Le Gouvernement peut préciser la procédure de retrait et de suspension des autorisations d'exploiter.

Art. 13. Les autorisations délivrées sur la base de l'article 4 donnent lieu à la perception d'une taxe annuelle et indivisible à charge de la personne physique ou morale bénéficiant de l'autorisation.

Art. 14. La taxe mentionnée à l'article 13 est fixée à 27 500 F par an et par véhicule visé dans l'acte d'autorisation.

La taxe est due pour l'année entière, quel que soit le moment auquel l'autorisation d'exploiter a été délivrée. Elle est payable annuellement et indivisiblement à charge du titulaire de l'autorisation recensé au 1er janvier de l'année civile ou au moment de la délivrance de l'autorisation.

Elle est recouvrée et poursuivie suivant les règles prévues aux chapitres V et VI de l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale à charge des occupants d'immeubles bâtis et de titulaires de droits réels sur certains immeubles.

De vervangingsvoertuigen moeten ten minste voldoen aan volgende voorwaarden :

- a) uitgerust zijn om een taxidienst te verzekeren;
- b) bij het gebruik ervan, in de hoedanigheid van « vervangingsvoertuig » ingeschreven zijn bij de Taxidienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- c) vooraan links uitgerust zijn met een speciale identificatieplaat waarop de vermelding « R-V » voorkomt;
- d) vooraan rechts uitgerust zijn met de identificatieplaat van het voertuig dat normaal ingezet wordt als taxidienst en waarvan het vervangingsvoertuig de plaats inneemt.

In de zin van artikel 9 mogen deze voertuigen niet verhuurd worden.

De Regering bepaalt de procedure voor de indiening en het onderzoek van de vergunningsaanvraag alsook de bijlagen die erbij gevoegd moeten worden en legt de vorm van de vergunning vast alsook de vermeldingen die erop moeten voorkomen.

Art. 9. De verhuring door de exploitant, onder welke vorm dan ook van het of van de voertuigen aan enigerlei persoon die het of de voertuigen zelf bestuurt of laat besturen, is verboden.

Art. 10. De vergunning tot het exploiteren is persoonlijk, ondeelbaar en onoverdraagbaar.

Mits de voorafgaande machtiging van de Regering :

1° kunnen de echtgenoot of bloedverwanten of verwanten tot de tweede graad echter, in geval van overlijden of permanente werkonbekwaamheid van de houder van de vergunning, onder dezelfde voorwaarden, de exploitatie van de dienst voortzetten tot de vervaldatum van de lopende vergunning;

2° kan een rechtspersoon de exploitatie van een natuurlijke persoon die houder is van een vergunning voortzetten slechts wanneer deze houder zijn vergunning inbrengt in deze rechtspersoon die hij opricht en hij de meerderheidsvennoot blijft alsook de statutaire instelling die belast is met het dagelijks beheer.

Art. 11. § 1. Omwille van behoorlijk bewezen uitzonderlijke economisch of sociale redenen kan de houder van een exploitatievergunning te allen tijde de Regering verzoeken het aantal voertuigen dat het voorwerp uitmaakt van zijn exploitatievergunning voor een taxidienst, te verhogen of te verlagen.

§ 2. Omwille van dezelfde redenen kan de houder van een exploitatievergunning te allen tijde de Regering verzoeken de exploitatie van één of meerdere voertuigen die het voorwerp uitmaken van zijn exploitatievergunning, op te schorten voor een termijn die niet minder dan één maand mag bedragen en geen twaalf maanden mag overschrijden, zonder afbreuk te doen aan de verplichting de bij deze vergunning behorende taksen en toeslagen te betalen.

Deze mogelijkheid kan door de houder van een exploitatievergunning slechts één keer per kalenderjaar gebruikt worden en zonder dat de hele duur van de opschortingen twaalf maanden van de totale duur van de vergunning mag overschrijden.

§ 3. De beslissingen van de Regering, genomen met toepassing van dit artikel, worden genomen in functie van het openbaar nut van de dienst, volgens de procedure en de voorwaarden die van toepassing zijn op de aanvraag van een exploitatievergunning voor een taxidienst.

Art. 12. Bij een met redenen omklede beslissing van de Regering kan de onder artikel 4 bedoelde vergunning ingetrokken of voor een bepaalde duur geschorst worden ingeval de bepalingen van deze ordonnantie en van de uitvoeringsbesluiten ervan overtreden worden of de aan de vergunning verbonden voorwaarden niet nagekomen worden alsook ingeval de exploitatie gedurende een periode van twee jaar volledig werd stopgezet.

De Regering kan de procedure tot het intrekken of opschorten van de vergunning tot het exploiteren nader bepalen.

Art. 13. De op basis van artikel 4 afgegeven vergunningen geven aanleiding tot het innen van een jaarlijkse en ondeelbare taks ten laste van de natuurlijke of rechtspersoon, die houder is van de vergunning.

Art. 14. De in artikel 13 vermelde taks is vastgelegd op 27 500 F per jaar en per in de akte van de vergunning bedoeld voertuig.

De taks is verschuldigd voor het hele jaar, onafhankelijk van het moment waarop de vergunning afgegeven werd. Ze is jaarlijks verschuldigd en ondeelbaar ten laste van de houder van de vergunning vermeld op 1 januari van het kalenderjaar of op het moment van de afgifte van de vergunning.

Ze wordt geïnd en gevorderd volgens de regels bepaald in de hoofdstukken V en VI van de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestbelasting ten laste van bezetters van bebouwde eigendommen en houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen.

La réduction du nombre de voitures ou la suspension de l'exploitation d'un ou de plusieurs véhicules ne donne lieu à aucune réduction de taxe. Il en est de même en ce qui concerne la suspension ou le retrait d'une autorisation ou la mise hors d'usage d'un ou plusieurs véhicules pour quelque raison que ce soit.

L'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe.

Section 2. — Du stationnement

Art. 15. Tout exploitant autorisé par le Gouvernement à exploiter un service de taxis est autorisé à faire occuper, par ses véhicules pour lesquels l'autorisation d'exploiter a été délivrée, n'importe quel point de stationnement réservé aux taxis situé sur la voie publique et qui est inoccupé ou tout lieu de stationnement non situé sur la voie publique dont il est propriétaire.

Toutefois, sur demande dûment justifiée, le Gouvernement peut autoriser un exploitant à faire occuper par ses véhicules des emplacements particuliers dont il aurait l'entière jouissance à condition que ces emplacements se trouvent à l'intérieur de bâtiments ou de garages destinés à l'exploitation d'un service de transport rémunéré de personnes.

En aucun cas, le nombre de voitures présentes à un point de stationnement situé sur la voie publique ne peut dépasser le nombre d'emplacements qui y sont prévus.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux services de location de voitures avec chauffeur

Section 1re. — De l'autorisation

Art. 16. Nul ne peut, sans autorisation du Gouvernement, exploiter sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale un service de location de voitures avec chauffeur au moyen d'un ou de plusieurs véhicules.

Seuls les exploitants titulaires d'une autorisation délivrée par le Gouvernement peuvent effectuer des prestations de services dont le point de départ est situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'autorisation d'exploiter n'emporte aucune autorisation de stationner sur des points particuliers de la voie publique.

Art. 17. § 1er. Les conditions d'exploitation des services de location de voitures avec chauffeur sont fixées par le Gouvernement. Elles consacrent au moins l'application des principes suivants :

1° Le véhicule affecté à l'exploitation du service doit être un véhicule de luxe et offrir aux passagers les conditions de confort et les aménagements intérieurs réclamés par la clientèle. Ces critères peuvent être précisés par le Gouvernement;

2° Le véhicule doit être soumis à un contrôle périodique destiné à vérifier que le véhicule continue à remplir toutes les conditions d'exploitation;

3° Toute location de véhicule donne lieu à une inscription sur un registre tenu au siège de l'exploitation et dans lequel doivent figurer la date et l'heure de la commande ainsi que l'objet précis du contrat de location et son prix; ce registre peut être organisé sous une forme informatisée;

4° Le véhicule ne peut être mis qu'au service d'une personne physique ou morale déterminée en vertu d'un contrat écrit conforme au modèle arrêté par le Gouvernement, dont un exemplaire se trouve au siège de l'exploitation et une copie à bord du véhicule lorsque la signature du contrat précède la prise en charge des passagers ou dont l'original se trouve à bord du véhicule dans les autres cas. Le contrat écrit mentionne en tout cas que le véhicule est mis au service de la personne pour une durée de trois heures au moins.

En toute hypothèse, le service ne peut être rémunéré qu'après réception de la facture au siège du client;

5° Le véhicule ne peut ni stationner ni circuler sur la voie publique ou sur une voie privée accessible au public, s'il n'a fait l'objet d'une location préalable au siège de l'entreprise;

6° Le contrat de location ne peut porter que sur le véhicule et non sur des places dans le véhicule;

7° Le véhicule doit être équipé d'un signe distinctif apposé à l'avant et à l'arrière du véhicule et avoir à son bord au moins les documents d'autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur et un document de bord propre au véhicule loué;

8° Il ne peut porter aucun signe extérieur ni intérieur caractéristique ou rappelant les véhicules affectés à l'exploitation d'un service de taxis tels que taximètres, voyant lumineux et mentions.

De vermindering van het aantal voertuigen of de opschorting van de exploitatie van één of meerdere voertuigen geeft geen aanleiding tot taksvermindering. Dit geldt eveneens wat betreft de opschorting of intrekking van een vergunning of het buiten werking stellen van één of meerdere voertuigen, voor welke reden dan ook.

De indiening van een klacht heft de invorderbaarheid van de taks niet op.

Afdeling 2. — Het stationeren

Art. 15. Elke exploitant die door de Regering ertoe gemachtigd wordt een taxidienst te exploiteren, mag de voertuigen waarvoor de vergunning afgegeven werd, laten stationeren op eender welke op de openbare weg gelegen standplaats die voorbehouden wordt voor de taxi's en vrij is, of op eender welke standplaats die niet op de openbare weg gelegen is maar waarvan hij eigenaar is.

De Regering kan echter, na een behoorlijk bewezen aanvraag, de exploitant ertoe machtigen zijn voertuigen te laten stationeren op bepaalde standplaatsen waarvan hij het volle genot zou hebben, op voorwaarde dat deze standplaatsen zich in gebouwen of garages bevinden, die bestemd zijn voor de exploitatie van een dienst voor het bezoldigd vervoer van personen.

Het aantal voertuigen, die aanwezig zijn op een bepaalde standplaats op de openbare weg, mag in geen geval het aantal beschikbare plaatsen overschrijden.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur

Afdeling 1. — De vergunning

Art. 16. Niemand mag, zonder vergunning van de Regering, een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest exploiteren door middel van één of meer voertuigen.

Enkel de exploitanten die houder zijn van een door de Regering afgegeven vergunning mogen dienstleveringen afleggen waarvan het vertrekpunt gelegen is op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De vergunning voor het exploiteren omvat geen toelating voor het stationeren op bepaalde plaatsen op de openbare weg.

Art. 17. § 1. De exploitatievoorwaarden van de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur worden door de Regering vastgelegd. Hierbij worden ten minste de volgende beginselen toegepast :

1° Het voertuig dat ingezet wordt voor de exploitatie van een dienst, moet een luxueus voertuig zijn en het door de cliënteel vereiste comfort en accessoires bieden aan passagiers. Deze criteria kunnen door de Regering nader bepaald worden;

2° Het voertuig moet periodiek geschouwd worden ten einde na te gaan of het nog voldoet aan alle exploitatievoorwaarden;

3° Elke verhuring van een voertuig geeft aanleiding tot een inschrijving in een register, dat gehouden wordt in de zetel van de onderneming en waarin de datum en het uur van de bestelling voorkomen alsook het precieze voorwerp van het verhuurcontract en de prijs ervan; dit register kan per computer georganiseerd worden;

4° Het voertuig mag slechts ter beschikking gesteld worden van een welbepaalde natuurlijke of rechtspersoon krachtens een schriftelijke overeenkomst naar het model vastgelegd door de Regering waarvan een exemplaar zich op de zetel van de onderneming bevindt en een kopie aan boord van het voertuig, wanneer de ondertekening van de overeenkomst voorafgaat aan het instappen van de klant of waarvan het origineel zich aan boord van het voertuig bevindt, in de andere gevallen. De schriftelijke overeenkomst vermeldt in elk geval dat het voertuig ter beschikking gesteld wordt van de persoon voor een duur van ten minste drie uur.

In alle gevallen mag de dienst slechts bezoldigd worden na ontvangst van de factuur op de zetel van de klant;

5° Het voertuig mag zich noch op de openbare weg of op een voor het publiek toegankelijke privé-weg begeven noch erop stationeren, indien het niet voorafgaandelijk ten zete! van de onderneming het voorwerp van een verhuring heeft uitgemaakt;

6° Het huurcontract slaat enkel op het voertuig en niet op zitplaatsen ervan;

7° Het voertuig moet uitgerust zijn met een kenteken, dat vooraan en achteraan aangebracht wordt, en ten minste de volgende documenten aan boord hebben : de exploitatievergunning van een dienst voor het verhuren van een voertuig met chauffeur en een document dat eigen is aan het verhuurde voertuig;

8° Kentekens die kenmerkend zijn voor als taxi ingezette voertuigen of die hieraan herinneren, zoals taxameter, lichtverklikker en vermeldingen, mogen noch in noch op het voertuig aangebracht worden;

9° Il ne peut pas être équipé d'un appareil émetteur ou récepteur de radiocommunication au sens de l'article 1er, 4°, de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications.

L'exploitant d'un service de taxis, muni d'une autorisation conformément à l'article 3, peut être autorisé à affecter à titre accessoire un taxi à l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur moyennant autorisation particulière du Gouvernement, paiement d'une surtaxe et à condition que cette activité accessoire ne porte pas préjudice aux critères de rentabilité de son exploitation et de mise à disposition du taxi au public.

Par dérogation au § 1er, alinéa 1er, 8°, le taxi affecté à l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur conformément à l'alinéa précédent peut conserver un taximètre à l'intérieur du véhicule.

Le § 1er, alinéa 1er, 9°, n'est pas applicable au taxi visé à l'alinéa précédent.

§ 2. L'autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur et l'autorisation d'affecter un taxi à titre accessoire à l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur sont délivrées par le Gouvernement.

Celui-ci détermine la procédure d'introduction et d'instruction des demandes d'autorisation ainsi que les annexes qui doivent y être jointes et fixe la forme des autorisations et les mentions qui doivent y figurer.

Il ne peut être délivré qu'une seule autorisation par exploitant.

L'autorisation mentionne le nombre de véhicules pour lesquels elle est délivrée.

Art. 18. Aux conditions fixées à l'article 19, l'autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur est délivrée à toute personne physique ou morale qui en fait la demande, sans limitation du nombre total d'autorisations d'exploiter un service de location de voitures qui ont été délivrées.

Art. 19. L'autorisation est délivrée après une enquête portant sur les garanties morales, la qualification professionnelle et la solvabilité du requérant ainsi que sur la qualité des véhicules.

Lorsque soit le domicile de l'exploitant soit le siège social ou le siège d'exploitation de l'entreprise de location de voitures avec chauffeur est établi sur le territoire d'une des communes faisant partie de la Région de Bruxelles-Capitale, des devoirs d'enquête peuvent être confiés aux services administratifs de la commune intéressée.

Le Gouvernement peut fixer les conditions de moralité, de qualification professionnelle et de solvabilité requises des exploitants en vertu de l'alinéa 1er ainsi que les conditions de moralité et de qualification professionnelle requises des chauffeurs.

Lorsque l'autorisation d'exploiter est délivrée à une personne morale, les conditions mises à charge des personnes physiques pour être titulaires de l'autorisation doivent être réunies durant toute la durée de l'exploitation par l'organe statutaire de cette personne morale qui est chargé de la gestion journalière.

Art. 20. § 1er. La durée de l'autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur est de cinq ans. L'autorisation est renouvelable pour des termes de même durée.

L'autorisation peut être accordée ou renouvelée pour une durée inférieure à cinq ans, si des circonstances particulières inscrites dans l'acte d'autorisation ou de renouvellement justifient cette dérogation.

§ 2. Le renouvellement de l'autorisation sera refusé pour tous ou certains des véhicules dans les cas suivants :

1° si l'exploitant n'a pas respecté les dispositions de la présente ordonnance, des arrêtés pris en exécution de celle-ci ou des conditions de l'autorisation d'exploiter;

2° si l'exploitant n'a pas respecté les dispositions de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur;

3° si le véhicule n'a pas été valablement assuré durant toute la période couverte par l'autorisation dont le renouvellement est demandé;

4° si l'exploitant n'a pas respecté la législation sociale ou la législation comptable;

5° si l'exploitant ne répond plus aux conditions de moralité, de qualification professionnelle ou de solvabilité.

La demande de renouvellement de l'autorisation doit être introduite neuf mois au plus et six mois au moins avant l'expiration de l'autorisation en cours.

Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction et d'instruction des demandes de renouvellement ainsi que les annexes qui doivent y être jointes et fixe la forme des autorisations et les mentions qui doivent y figurer.

9° Het mag niet uitgerust zijn met een zend- of ontvangsttoestel voor radioverbinding naar de zin van artikel 1, 4°, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberechtiging.

De exploitant van een taxidienst, die overeenkomstig artikel 13 een vergunning bezit, mag eventueel een taxi inzetten als dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur met de bijzondere toestemming van de Regering, de betaling van een toeslag en op voorwaarde dat deze bijkomende activiteit geen schade berokkent aan de criteria van rendabiliteit van zijn exploitatie en aan de criteria van de terbeschikkingstelling van de taxi aan het publiek.

In afwijking van § 1, lid 1, 8°, mag de taxi die ingezet wordt als verhuurdienst van voertuigen met chauffeur overeenkomstig het vorige lid een taxameter houden aan boord van het voertuig.

§ 1. Lid 1, 9°, is niet van toepassing op de bij het vorige lid bedoelde taxi.

§ 2. De exploitatievergunning voor een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur en de vergunning om een taxi uitzonderlijk in te zetten als dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur worden door de Regering afgegeven.

Deze bepaalt de onderzoeks- en instructieprocedure van de vergunningsaanvragen alsook de bijlagen die eraan gevoegd moeten worden en legt de vorm van de vergunningen vast alsook de vermeldingen die erop moeten voorkomen.

Er mag slechts één vergunning per exploitant afgegeven worden

De vergunning vermeldt het aantal voertuigen waarvoor ze afgegeven werd.

Art. 18. Onder de bij artikel 19 vastgestelde voorwaarden wordt de vergunning voor de exploitatie van een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur afgegeven aan elke natuurlijke of rechtspersoon die erom verzoekt, zonder beperking van het totale aantal afgeleverde exploitatievergunningen voor de exploitatie van een dienst voor het verhuren van voertuigen.

Art. 19. De vergunning wordt afgegeven na een onderzoek betreffende de door de aanvrager gegeven zedelijke waarborgen, zijn beroepsbekwaamheid en zijn solvabiliteit alsook betreffende de kwaliteit van de voertuigen.

Wanneer hetzij de woning van de exploitant, hetzij de maatschappelijke of de exploitatiezetel van de onderneming voor het verhuren van voertuigen met chauffeur zich op het grondgebied bevindt van één van de gemeenten die deel uitmaken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, kunnen onderzoeksopdrachten toevertrouwd worden aan de administratieve diensten van de betrokken gemeente.

De Regering kan de voorwaarden vastleggen inzake zedelijkheid, beroepsbekwaamheid en solvabiliteit die krachtens lid 1 van de exploitant vereist worden en inzake zedelijkheid en beroepsbekwaamheid van de bestuurders.

Wanneer de exploitatievergunning aan een rechtspersoon wordt afgegeven, moet de statutaire instelling van de rechtspersoon, die belast is met het dagelijks beheer, voldoen aan de voorwaarden opgelegd aan een natuurlijke persoon om houder te worden van de vergunning, en dit gedurende de hele duur van de exploitatie.

Art. 20. § 1. De duur van de vergunning voor het exploiteren van een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur is vijf jaar. De vergunning kan voor termijnen van dezelfde duur hernieuwd worden.

De vergunning kan voor minder dan vijf jaar verleend of hernieuwd worden indien bijzondere in de vergunnings- of hernieuwingsakte vermelde omstandigheden die afwijking wettigen.

§ 2. De hernieuwing van de vergunning zal geweigerd worden voor alle of sommige voertuigen in de volgende gevallen :

1° indien de exploitant de bepalingen van deze ordonnantie, de uitvoeringsbesluiten ervan of de voorwaarden van de exploitatievergunning niet nageleefd heeft;

2° indien de exploitant de bepalingen van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument niet nageleefd heeft;

3° indien het voertuig niet naar behoren werd verzekerd tijdens de duur die voorgeschreven is door de vergunning waarvoor een hernieuwing gevraagd wordt;

4° indien de exploitant de sociale of boekhoudkundige wetgeving niet nageleefd heeft;

5° indien de exploitant niet langer voldoet aan de voorwaarden inzake zedelijkheid, beroepsbekwaamheid of solvabiliteit.

De aanvraag tot hernieuwing van de vergunning moet ingediend worden ten vroegste negen maanden en ten laatste zes maanden vóór het aflopen van de geldige vergunning.

De Regering bepaalt de procedure voor de indiening en het onderzoek van de aanvragen tot hernieuwing alsook de bijlagen die erbij gevoegd moeten worden en legt de vorm van de vergunningen vast alsook de vermeldingen die erop moeten voorkomen.

Art. 21. L'autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur ne peut être délivrée qu'à une personne physique ou morale qui soit est propriétaire du ou des véhicules, soit en a la disposition en vertu d'un contrat de vente à tempérament, d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location-vente.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le titulaire d'une autorisation dont un véhicule est momentanément indisponible, par suite d'accident, de panne mécanique grave, d'incendie ou de vol peut être autorisé à titre exceptionnel à assurer son service avec un véhicule de remplacement dont il n'est pas propriétaire ou dont il n'a pas la disposition en vertu d'un contrat de vente à tempérament, d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location-vente. Cette autorisation ne peut être accordée que pour une période maximale de trois mois et ne peut être renouvelée.

Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction et d'instruction des demandes d'autorisation visées à l'alinéa 2 ainsi que la forme de celles-ci et les mentions qui doivent y figurer.

Art. 22. La location par l'exploitant, sous quelque forme que ce soit, du ou des véhicules à toute personne qui en assure ou en fait assurer la conduite, est interdite.

Art. 23. L'autorisation d'exploiter est personnelle, indivisible et incessible.

Art. 24. Si l'exploitant souhaite réduire ou augmenter le nombre de véhicules utilisés durant la période de validité de son autorisation, le Gouvernement modifie, à sa demande et pour le terme restant à courir jusqu'à l'expiration de l'autorisation, le nombre de véhicules figurant dans l'acte d'autorisation.

La décision est prise selon la procédure et les conditions applicables à la demande d'autorisation.

Art. 25. Par décision motivée du Gouvernement, l'autorisation prévue à l'article 17 peut être retirée ou suspendue pour une durée déterminée en cas de violation des dispositions de la présente ordonnance, des arrêtés pris en exécution de celles-ci ou des conditions de l'autorisation ainsi qu'en cas d'abandon total de l'exploitation pendant une durée de deux ans.

Le Gouvernement peut préciser la procédure de retrait et de suspension des autorisations d'exploiter.

Art. 26. § 1er. Les autorisations délivrées sur la base de l'article 17 donnent lieu à la perception d'une taxe annuelle et indivisible à charge de la personne physique ou morale bénéficiant de l'autorisation.

§ 2. La taxe mentionnée au § 1er est fixée à 27 500 F par an et par véhicule visé dans l'acte d'autorisation.

La taxe est due pour l'année entière, quel que soit le moment auquel l'autorisation d'exploiter a été délivrée. Elle est payable annuellement et indivisiblement à charge du titulaire de l'autorisation recensé au 1er janvier de l'année civile ou au moment de la délivrance de l'autorisation.

Elle est recouvrée et poursuivie suivant les règles prévues aux chapitres V et VI de l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale à charge des occupants d'immeubles bâtis et de titulaires de droits réels sur certains immeubles.

La réduction du nombre de voitures ou la suspension de l'exploitation d'un ou de plusieurs véhicules ne donne lieu à aucune réduction de taxe. Il en est de même en ce qui concerne la suspension ou le retrait d'une autorisation ou la mise hors d'usage d'un ou de plusieurs véhicules pour quelque raison que ce soit.

L'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe.

Section 2. — Du stationnement

Art. 27. L'exploitant autorisé par le Gouvernement à exploiter un service de location de voitures avec chauffeur ne peut faire occuper par ses véhicules qui ne sont pas en service que des points de stationnement non situés sur la voie publique qui se trouvent à l'intérieur d'un bâtiment ou d'un garage destiné à l'exploitation d'un service de transport rémunéré de personnes dont l'exploitant du service est propriétaire ou en a la jouissance et qui constitue le siège de l'exploitation de l'entreprise.

CHAPITRE IV. — Dispositions communes aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Art. 28. Le Gouvernement arrête le règlement général relatif à l'exploitation des services de taxis et des services de location de voitures avec chauffeur.

Ce règlement comprend notamment des dispositions relatives aux obligations et à la surveillance des chauffeurs.

Art. 21. De exploitatievergunning van een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur kan slechts afgegeven worden aan een natuurlijke of rechtspersoon, die hetzij eigenaar is van het of van de voertuigen, hetzij erover beschikt bij een contract van verkoop op afbetaling, een contract van huur-financiering of een contract van huur-verkoop.

In afwijking van lid 1 kan de vergunninghouder van wie een voertuig tijdelijk niet beschikbaar is ten gevolge van een ongeval, een ernstig mechanisch defect, brand of diefstal, toegelaten worden zijn dienst te verrichten door middel van een vervangingsvoertuig waarvan hij geen eigenaar is of waarover hij niet beschikt op grond van een contract van verkoop op afbetaling, een contract van huur-financiering of een contract van huurverkoop. Die machtiging kan slechts voor ten hoogste drie maanden worden verleend en is niet hernieuwbaar.

De Regering bepaalt de procedure voor de indiening en het onderzoek van de vergunningsaanvragen beoogd onder lid 2 alsook de vorm ervan en de vermeldingen die erop moeten voorkomen.

Art. 22. De verhuring door de exploitant, onder welke vorm dan ook, van het of de voertuigen aan enigerlei persoon die het of de voertuigen zelf bestuurt of laat besturen, is verboden.

Art. 23. De vergunning tot het exploiteren is persoonlijk, ondeelbaar en onoverdraagbaar.

Art. 24. Indien de exploitant het aantal voertuigen, dat ingezet wordt gedurende de geldigheidsduur van de vergunning, wenst te verhogen of te verlagen, wijzigt de Regering, op zijn aanvraag en tot het aflopen van de vergunning, het aantal voertuigen, dat in de vergunningsakte vermeld wordt.

De beslissing wordt genomen volgens de procedure en de voorwaarden die van toepassing zijn op de vergunningsaanvraag.

Art. 25. Bij een met redenen omklede beslissing van de Regering kan de onder artikel 17 bedoelde vergunning ingetrokken of voor een bepaalde duur geschorst worden ingeval de bepalingen van deze ordonnantie en van de besluiten tot uitvoering ervan, overtreden worden of de aan de vergunning verbonden voorwaarden niet nagekomen worden alsook ingeval de exploitatie gedurende een periode van twee jaar volledig werd stopgezet.

De Regering kan de procedure tot het intrekken of opschorten van de vergunning tot het exploiteren nader bepalen.

Art. 26. § 1. De op basis van artikel 17 afgegeven vergunningen geven aanleiding tot het innen van een jaarlijkse en ondeelbare taks ten laste van de natuurlijke of rechtspersoon die houder is van de vergunning.

§ 2. De in § 1 vermelde taks is vastgelegd op 27 500 F per jaar en per in de akte van de vergunning bedoeld voertuig.

De taks is verschuldigd voor het hele jaar, onafhankelijk van het moment waarop de vergunning afgegeven werd. Ze is jaarlijks verschuldigd en ondeelbaar ten laste van de houder van de vergunning vermeld op 1 januari van het kalenderjaar of op het moment van de afgifte van de vergunning.

Ze wordt geïnd en gevorderd volgens de regels voorzien in de hoofdstukken V et VI van de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestbelasting ten laste van bezetters van bebouwde eigendommen en houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen.

De vermindering van het aantal voertuigen of de opschorting van de exploitatie van één of meerdere voertuigen geeft geen aanleiding tot taksvermindering. Dit geldt eveneens wat betreft de opschorting of intrekking van een vergunning of het buiten werking stellen van één of meerdere voertuigen voor welke reden dan ook.

De indiening van een klacht heft de invorderbaarheid van de taks niet op.

Afdeling 2. — Het stationeren

Art. 27. De exploitant die door de Regering ertoe gemachtigd wordt een dienst voor het verhuren van voertuigen te exploiteren, mag de voertuigen, die niet in dienst zijn, slechts laten stationeren op plaatsen die niet op de openbare weg gelegen zijn en die zich bevinden binnen een gebouw of garage bestemd voor de exploitatie van een dienst van bezoldigd vervoer van personen waarvan de exploitant van de dienst eigenaar is of er het wettelijk genot over heeft en zijnde de zetel van de exploitatie van de onderneming.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen die gemeenschappelijk zijn aan de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur

Art. 28. De Regering stelt het algemeen reglement vast inzake exploitatie van taxidiensten en diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur.

Dit reglement omvat onder andere bepalingen betreffende de verplichtingen van en het toezicht op de chauffeurs.

Art. 29. Le Gouvernement fixe les tarifs applicables aux services de taxis. Il peut décider de tarifs diversifiés en fonction notamment de l'heure, du jour ou du fait que le client a des bagages ou non ou décider de tarifs forfaitaires pour certains types de courses qu'il détermine et réglementer les tarifs applicables lorsque le véhicule est utilisé comme taxi collectif.

Le Gouvernement peut créer des zones tarifaires distinctes au sein d'un même périmètre.

Le Gouvernement fixe les tarifs minima applicables aux services de location de voitures avec chauffeur.

Art. 30. Les tarifs sont affichés à l'intérieur des taxis de manière apparente dans chaque véhicule.

Art. 31. § 1er. Les autorisations d'affecter un taxi à l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur délivrées aux exploitants titulaires d'une autorisation d'exploiter un service de taxis et délivrées sur base de l'article 17, § 1er, alinéa 2, donnent lieu à la perception d'une taxe annuelle et indivisible fixée à charge du bénéficiaire de l'autorisation.

§ 2. La taxe mentionnée au § 1er est fixée à 2 500 F par an et par véhicule visé dans l'acte d'autorisation.

La taxe est due pour l'année entière, quel que soit le moment auquel l'autorisation d'exploiter a été délivrée. Elle est payable annuellement et indivisiblement à charge du titulaire de l'autorisation recensé au 1er janvier de l'année civile ou au moment de la délivrance de l'autorisation.

Elle est recouvrée et poursuivie suivant les règles prévues aux chapitres V et VI de l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale à charge des occupants d'immeubles bâtis et de titulaires de droits réels sur certains immeubles.

La réduction du nombre de voitures ou la suspension de l'exploitation d'un ou de plusieurs véhicules ne donne lieu à aucune réduction de taxe. Il en est de même en ce qui concerne la suspension ou le retrait d'une autorisation ou la mise hors d'usage d'un ou plusieurs véhicules pour quelque raison que ce soit.

L'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe.

Art. 32. § 1er. Sauf autorisation préalable du Gouvernement, dans les conditions et selon les modalités que celui-ci arrête, la dénomination « taxi » et tout vocable rappelant ce mot ainsi que leur usage commercial sont exclusivement réservés aux exploitants de services de taxis disposant d'une autorisation d'exploiter.

§ 2. Il est interdit aux exploitants de services de location de voitures avec chauffeur de faire en faveur de ceux-ci de la publicité sous la dénomination « taxi » ou sous un vocable rappelant ce mot.

§ 3. Sauf autorisation préalable du Gouvernement et selon les modalités que celui-ci arrête, il est interdit de faire de la publicité dans ou sur les véhicules affectés à l'exploitation d'un service de taxis ou d'un service de location de voitures avec chauffeur.

A l'exception de celles relatives aux mentions des coordonnées de l'exploitant, les autorisations délivrées en application de la présente disposition donnent lieu à perception d'une taxe à charge du demandeur de l'autorisation.

Le montant de cette taxe est fixé à 5 000 F par an et par véhicule. Les modalités de perception et de recouvrement de cette taxe sont fixées par le Gouvernement.

Art. 33. § 1er. Donnent lieu à la perception d'une taxe à charge du candidat exploitant, de l'exploitant, du candidat chauffeur ou du chauffeur, aux taux précisés ci-après, les actes suivants :

1. inscription aux examens ouvrant accès à la profession de chauffeur de taxi :

a) inscription à l'examen : 750 F;

b) participation au cours du centre de formation pour chauffeurs : 1 500 F.

La gratuité de l'inscription aux examens est garantie pour les personnes dont les moyens d'existence sont inférieurs ou égaux aux moyens définis en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

2. a) délivrance du certificat de capacité : 200 F;

b) délivrance d'un duplicata du même certificat : 400 F;

3. a) délivrance d'un extrait d'une décision administrative en matière de transport rémunéré de personnes : 200 F;

b) délivrance d'un duplicata de la même décision : 400 F;

Art. 29. De Regering legt de tarieven vast die van toepassing zijn op de taxidiensten. Zij kan verschillende tarieven opleggen, onder andere naargelang het uur, de dag of naargelang de klant al dan niet bagage bij zich heeft, of beslissen forfaitaire tarieven in te voeren voor bepaalde soorten ritten, die zij bepaalt en wanneer het voertuig ingezet wordt als collectieve taxi, de toepasbare tarieven reglementeren.

De Regering kan binnen eenzelfde periméter verschillende tariefzones bepalen.

De Regering legt de minimale tarieven vast die van toepassing zijn op de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur.

Art. 30. In elk taxivoertuig moeten de tarieven zichtbaar uitgehangen worden.

Art. 31. § 1. De vergunningen voor het inzetten van een taxi als exploitatie van een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, die afgegeven worden aan de exploitanten die houder zijn van een vergunning voor de exploitatie van een taxidienst en verleend op basis van artikel 17, § 1, lid 2, geven aanleiding tot het innen van een jaarlijkse en ondeelbare taks ten laste van de houder van de vergunning.

§ 2. De taks bedoeld in § 1 wordt vastgelegd op 2 500 F per jaar en per in de akte van de vergunning bedoelde voertuig.

De taks is verschuldigd voor het hele jaar onafhankelijk van het moment waarop de vergunning afgegeven werd. Ze is jaarlijks verschuldigd en ondeelbaar ten laste van de houder van de vergunning vermeld op 1 januari van het kalenderjaar of op het moment van de afgifte van de vergunning.

Ze wordt geïnd en gevorderd volgens de regels bepaald in de hoofdstukken V en VI van de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestbelasting ten laste van bezetters van behoude eigendommen en houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen.

De vermindering van het aantal voertuigen of de opschorting van de exploitatie van één of meerdere voertuigen geeft geen aanleiding tot taksvermindering. Dit geldt eveneens wat betreft de opschorting of intrekking van een vergunning of het buiten werking stellen van één of meerdere voertuigen, voor welke reden dan ook.

De indiening van een klacht heft de invorderbaarheid van de taks niet op.

Art. 32. § 1. Behoudens een voorafgaande machtiging van de Regering en onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die zij vaststelt, wordt het gebruik van de benaming « taxi » en elk motto waarin aan dit woord herinnerd wordt, evenals het gebruik ervan in de handel, uitsluitend bestemd voor de exploitanten van taxi diensten die beschikken over een vergunning.

§ 2. De exploitanten van de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur mogen hiervoor geen reclame maken onder de benaming « taxi » of onder een motto waarin aan dit woord wordt herinnerd.

§ 3. Behoudens een voorafgaande machtiging van de Regering en volgens de modaliteiten die zij vaststelt, is het verboden in of op de als taxidienst of dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur ingezette voertuigen reclame, aan te brengen.

Buiten de vergunningen die betrekking hebben op de vermeldingen van de gegevens van de exploitant geven de vergunningen die in toepassing van deze bepaling afgegeven worden aanleiding tot het innen van een taks die door de aanvrager van de vergunning moet worden betaald.

Het bedrag van deze taks wordt vastgelegd op 5 000 F per jaar en per voertuig. De modaliteiten inzake heffing en inning van deze taks worden door de Regering vastgelegd.

Art. 33. § 1er. Geven aanleiding tot het innen van een taks ten laste van de kandidaat-exploitant, de exploitant, de kandidaat-chauffeur of de chauffeur, tegen de hierna vermelde tarieven, volgende handelingen :

1. inschrijving voor het examen dat toegang verleent tot het beroep van taxichauffeur :

a) inschrijving voor het examen : 750 F;

b) deelname aan de lessen van het opleidingscentrum voor chauffeurs : 1 500 F.

De kosteloosheid van de inschrijving voor examens wordt gewaarborgd voor personen wier bestaansmiddelen kleiner dan of gelijk zijn aan de middelen die vastgelegd zijn krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;

2. a) afgifte van het bekwaamheidscertificaat : 200 F;

b) afgifte van een duplicaat van hetzelfde certificaat : 400 F;

3. a) afgifte van een uittreksel van administratieve beslissing inzake bezoldigd vervoer van personen : 200 F;

b) afgifte van een duplicaat van dezelfde beslissing : 400 F;

- 4 a) délivrance d'une plaquette d'identification : 1 500 F;
 b) délivrance d'une plaquette
 « RESERVE » 500 F
 « R-V » (remplacement) 500 F
 c) délivrance d'une nouvelle plaquette suite à la destruction, la perte ou le vol de la première plaquette :
 titulaire 3 000 F
 Reserve ou « R-V » 1 600 F
 5 délivrance de la brochure contenant la réglementation régionale en matière de taxi ou de voiture de location : 300 F;
 6 dépôt d'une demande d'autorisation d'exploiter : 3 000 F;
 7 dépôt d'une demande de cession : 10 000 F;
 8 dépôt d'une demande basée sur l'article 10, alinéa 2, 2° : 10 000 F;
 9 dépôt d'une modification imposée par la réglementation : 500 F.

§ 2. Afin de permettre à l'administration d'appliquer les dispositions de la présente ordonnance, tout exploitant d'une entreprise de services de taxis ou de location de voitures avec chauffeur doit fournir les renseignements concernant son entreprise qui lui sont demandés par les autorités chargées de la délivrance des autorisations.

Art. 34. Il est créé un comité consultatif régional.

Le comité est chargé de donner un avis au Gouvernement, à la demande de celui-ci ou de sa propre initiative, sur toute question relative aux taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur.

Le Gouvernement règle la composition, le fonctionnement et les attributions de ce comité.

CHAPITRE V — Des infractions et des sanctions

Art. 35. § 1er Sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 500 francs à 10 000 francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui exploitent sans autorisation un service de taxis ou un service de location de voitures avec chauffeur.

Est punie des mêmes peines, toute personne qui aura donné les apparences d'un taxi ou d'une voiture de location avec chauffeur à un véhicule soumis aux dispositions de la présente ordonnance et de ses arrêtés d'application alors que ce véhicule n'a pas fait l'objet, selon le cas, d'une autorisation d'exploiter un service de taxis ou un service de location de voitures avec chauffeur.

Dans tous ces cas, le juge ordonne la confiscation du ou des véhicules à l'aide duquel ou desquels l'infraction aura été commise.

§ 2 Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 francs à 10 000 francs ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu, ceux qui commettent une autre infraction à la présente ordonnance, aux arrêtés pris en exécution de celle-ci ou aux conditions de l'autorisation d'exploiter.

En outre, le juge peut ordonner la confiscation du ou des véhicules appartenant au condamné et à l'aide duquel ou desquels l'infraction aura été commise.

§ 3 Les dispositions du livre 1er du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables à ces infractions.

Toutefois, sans préjudice de l'article 56 du Code pénal, la peine ne peut, en cas de récidive dans les deux ans à partir de la condamnation, être inférieure au double de la peine prononcée antérieurement du chef de la même infraction.

§ 4. Les dommages-intérêts alloués à la personne préjudiciée par l'infraction sont privilégiés sur le véhicule qui a servi à commettre l'infraction quand la propriété en appartient à l'auteur, au coauteur ou au complice de l'infraction. Ce privilège prend rang immédiatement après celui qui est prévu à l'article 20, 5°, de la loi du 18 décembre 1851.

Les tribunaux de police connaissent des infractions prévues par le présent article.

Art. 36. Des amendes administratives peuvent être infligées par le fonctionnaire délégué à cette fin par le Gouvernement pour toute infraction d'ordre administratif commise par les personnes visées par la présente ordonnance ou ses arrêtés d'exécution.

Dans les mêmes conditions, des amendes administratives peuvent être mises à charge de toute personne dont le véhicule occupe, sans autorisation un emplacement réservé aux taxis.

4. a) afgifte van een identificatieplaatje : 1 500 F;
 b) afgifte van een plaatje :
 « RESERVE » : 500 F
 « R-V » (vervanging) : 500 F
 c) afgifte van een nieuw plaatje tengevolge een vernieling, het verliezen of de diefstal van het eerste plaatje :
 houder : 3000 F
 Reserve of « R-V » : 1600 F
 5. afgifte van de brochure over de gewestelijke reglementering inzake taxi of verhuurauto's : 300 F;
 6. indiening van een aanvraag tot een exploitatievergunning : 3000 F;
 7. indiening van een aanvraag tot overdracht : 10 000 F;
 8. indiening van een aanvraag gebaseerd op artikel 10, tweede lid, 2° : 10 000 F;
 9. indiening van een wijziging die door de reglementering opgelegd is : 500 F.

§ 2. Teneinde het bestuur in staat te stellen de bepalingen van deze ordonnantie toe te passen, moet elke exploitant van een onderneming van taxidiensten of diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur de gegevens betreffende zijn onderneming verstrekken aan de overheden die belast zijn met de afgifte van de vergunningen, indien deze er naar zouden vragen.

Art. 34. Er wordt een regionaal comité van advies opgericht.

Het comité wordt ermee belast een advies te verstrekken aan de Regering, op aanvraag van deze laatste of op eigen initiatief, over alle aangelegenheden betreffende de taxidiensten of de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur.

De Regering regelt de samenstelling, de werking en de bevoegdheden van dit comité.

HOOFDSTUK V. — Inbreuken en straffen

Art. 35. § 1. Onverminderd de eventuele schadevergoeding worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van 500 frank tot 10 000 frank, of met één van deze straffen alleen, degene die zonder vergunning een taxidienst of een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur exploiteert.

Worden met dezelfde straffen gestraft, elke persoon die aan een voertuig, dat onderworpen wordt aan de bepalingen van deze ordonnantie en aan de uitvoeringsbesluiten ervan, het uiterlijk gegeven heeft van een taxi of huurvoertuig met chauffeur, terwijl dit voertuig geen voorwerp uitgemaakt heeft van een exploitatievergunning voor een taxidienst of een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur.

In al deze gevallen zal de rechter de inbeslagneming bevelen van het of de voertuigen waarmee de inbreuk gepleegd werd.

§ 2. Worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van 26 frank tot 10 000 frank, of met één van deze straffen alleen, onverminderd de eventuele schadevergoeding, degene die een andere inbreuk pleegt tegen deze ordonnantie, tegen de uitvoeringsbesluiten ervan of tegen de bepalingen vervat in de exploitatievergunning.

Bovendien zal de rechter beslag kunnen leggen op het of de voertuigen die toebehoren aan de veroordeelde en waarmee de overtreding gepleegd werd.

§ 3. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, inclusief hoofdstuk VII en artikel 85, zijn op deze overtredingen toepasselijk.

Evenwel mag, onverminderd artikel 56 van het Strafwetboek, de straf in geval van herhaling binnen twee jaar na de veroordeling niet minder zijn dan het dubbel van de wegens dezelfde overtreding vroeger uitgesproken straf.

§ 4. De schadevergoeding, toegekend aan de door de overtreding benadeelde persoon, is bevoorrecht op het voertuig dat diende voor het plegen van de overtreding wanneer het in eigendom toebehoort aan de overtreder, de mededader of de medeplichtige. Dit voorrecht neemt onmiddellijk rang na dit, bepaald bij artikel 20, 5°, van de wet van 18 december 1851.

De politierechtbanken nemen kennis van de overtredingen die in dit artikel worden voorzien.

Art. 36. Administratieve boeten kunnen opgelegd worden door de ambtenaren die terzake door de Regering aangewezen worden voor elke administratieve overtreding die gepleegd wordt door de personen bedoeld in deze ordonnantie of in de uitvoeringsbesluiten ervan.

Onder dezelfde voorwaarden kunnen administratieve boeten opgelegd worden aan elke persoon van wie het voertuig zich zonder vergunning op een standplaats, voorbehouden aan taxi's, bevindt.

Un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction est transmis au fonctionnaire délégué et une copie au contrevenant.

La décision du fonctionnaire délégué fixe le montant de l'amende administrative et est motivée.

Le montant de ces amendes ne peut dépasser 10 000 FB.

La décision est notifiée au contrevenant par lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende.

Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, le Gouvernement peut suspendre l'autorisation d'exploiter ou le certificat de capacité.

Le Gouvernement détermine le délai et les modalités de paiement des amendes administratives.

Le Gouvernement statue sur les requêtes ayant pour objet la remise ou la réduction des amendes visées au présent article.

Art. 37. Sans préjudice des pouvoirs conférés à d'autres officiers de police judiciaire, le Gouvernement accorde la qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire aux fonctionnaires et agents assermentés de la Région qu'il désigne pour rechercher et constater par procès-verbal les infractions à la présente ordonnance, aux arrêtés pris en exécution de celle-ci ou aux conditions des autorisations délivrées en vertu de celle-ci.

Les fonctionnaires et agents préqualifiés sont également habilités pour constater et dresser procès-verbal et prendre toute mesure nécessaire dès qu'un véhicule occupe sans autorisation un emplacement réservé aux taxis.

Les fonctionnaires et agents préqualifiés constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux. Copie des procès-verbaux est adressée au délinquant dans les huit jours ouvrables de la constatation des infractions.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Section Ire. — Dispositions transitoires

Art. 38. Les autorisations d'exploiter un service de taxis délivrées en application de la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis dont le terme expire avant le 30 juin 1996 sont de plein droit prorogées jusqu'à cette date.

Sans préjudice de l'application des articles 39 et 40, ces autorisations sont soumises aux dispositions de la présente ordonnance dès l'entrée en vigueur de celle-ci.

Art. 39. Les titulaires d'autorisations d'exploiter un service de taxis délivrées sous l'empire de la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis sont autorisés, jusqu'au 30 juin 1996, à céder leurs autorisations conformément à l'article 7 de cette loi.

Art. 40. Par dérogation à l'article 39, les titulaires d'autorisation qui ont exploité un service de taxis sans interruption au moins pendant les dix années qui précèdent la date de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et qui cessent définitivement l'exploitation de ce service, sont autorisés, au-delà du 30 juin 1996, à céder leur autorisation d'exploitation à un ou plusieurs cessionnaires dans les conditions prévues à l'article 7 de la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis.

Art. 41. Les personnes physiques ou morales qui exploitent effectivement un service de location de voitures avec chauffeur au jour de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance sont tenues de déclarer leur exploitation dans les trois mois de l'entrée en vigueur de l'ordonnance selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Il est dans ce cas délivré à ces exploitants une première autorisation d'exploitation d'une durée d'un an.

A défaut de déclaration dans le délai visé à l'alinéa 1er, l'exploitant est censé exploiter un service de location de voitures avec chauffeur sans autorisation.

Art. 42. Les articles 10 et 18 de la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis et les règlements fiscaux d'agglomération pris en exécution de ces articles restent en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur des articles 13 et 33, § 1er, de la présente ordonnance.

Toutes les dispositions des arrêtés et règlements d'agglomération pris en exécution de la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis restent en vigueur dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec les dispositions de la présente ordonnance et tant qu'elles n'ont pas été abrogées par le Gouvernement.

Un exemplaire van het proces-verbaal waarbij de overtreding is vastgesteld, wordt aan de afgevaardigde-ambtenaar toegezonden en een afschrift ervan wordt toegezonden aan de overtreder.

De beslissing van de afgevaardigde-ambtenaar bepaalt het bedrag van de administratieve boete is met redenen omkleed

Het bedrag van deze boeten mag niet hoger zijn dan 10 000 BF.

De beslissing wordt bij een ter post aangetekend schrijven aan de overtreder bekendgemaakt, samen met een verzoek tot betaling van de boete.

Indien de overtreder in gebreke blijft de geldboete te betalen, kan de Regering de exploitatievergunning of het bekwaamheidscertificaat opschorten.

De Regering bepaalt de termijn en de betalingsmodaliteiten van de administratieve geldboeten.

De Regering beslist over de verzoeken die het uitstel of de vermindering van de geldboeten bedoeld bij dit artikel tot doel hebben.

Art. 37. Onverminderd de bevoegdheden die toevertrouwd worden aan andere officieren van gerechtelijke politie, kent de Regering de hoedanigheid van agent of officier van de gerechtelijke politie toe aan de beëdigde ambtenaren en beambten van het Gewest die zij aanstelt voor het opzoeken en het vaststellen bij proces-verbaal van overtredingen tegen deze ordonnantie, tegen de uitvoeringsbesluiten ervan of tegen de bepalingen van de vergunningen die krachtens deze ordonnantie afgegeven worden.

De hiertoe bevoegde ambtenaren en beambten zijn eveneens gemachtigd om de feiten te constateren en om proces-verbaal op te maken en om alle noodzakelijke maatregelen te nemen wanneer een voertuig zonder vergunning zich op een aan taxi's voorbehouden standplaats bevindt.

De hiertoe bevoegde ambtenaren en beambten stellen de overtredingen vast bij processen-verbaal die kracht van bewijs hebben behoudens betichting van valsheid. Een afschrift van de processen-verbaal wordt binnen acht werkdagen na vaststelling van de overtreding naar de delinquent gestuurd.

HOOFDSTUK VI. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Afdeling 1. — Overgangsbepalingen

Art. 38. De met toepassing van de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten afgegeven exploitatievergunningen voor een taxidienst waarvan de termijn vervalt vóór 30 juni 1996, worden van rechtswege verlengd tot deze datum.

Onverminderd de toepassing van de artikelen 39 en 40 worden deze vergunningen onderworpen aan de bepalingen van deze ordonnantie zodra die in werking treedt.

Art. 39. De houders van exploitatievergunningen voor een taxidienst, die afgegeven werden onder de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten, worden, overeenkomstig artikel 7 van deze wet, ertoe gemachtigd tot 30 juni 1996 hun vergunningen over te dragen.

Art. 40. In afwijking van artikel 39 worden ertoe gemachtigd hun exploitatievergunning na 30 juni 1996 over te dragen aan één of meerdere cessionarissen op de voorwaarden bepaald bij artikel 7 van de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten, de houders van een vergunning die zonder onderbreking een taxidienst hebben geëxploiteerd ten minste gedurende tien jaar voorafgaand aan de inwerkingtreding van deze ordonnantie en die de exploitatie van deze dienst definitief stopzetten.

Art. 41. De natuurlijke of rechtspersonen die daadwerkelijk een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur exploiteren op de dag van inwerkingtreding van de ordonnantie, worden ertoe gehouden hun onderneming bekend te maken binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van deze ordonnantie en volgens de modaliteiten die door de Regering vastgelegd worden.

In dit geval wordt aan deze exploitanten een eerste exploitatievergunning afgegeven voor de duur van één jaar.

Bij gebrek aan een dergelijke bekendmaking binnen de termijn beoogd onder het eerste lid, wordt de exploitant geacht een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur te exploiteren zonder vergunning.

Art. 42. De artikelen 10 en 18 van de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten en de fiscale agglomeratieverordeningen die in uitvoering van deze artikelen genomen werden, blijven van kracht tot de dag van de inwerkingtreding van de artikelen 13 en 33, § 1, van deze ordonnantie.

Alle bepalingen van de besluiten en agglomeratieverordeningen genomen in uitvoering van de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten blijven van toepassing voor zover ze niet tegenstrijdig zijn met de bepalingen van deze ordonnantie en zolang ze niet opgeheven werden door de Regering.

Section 2. — Dispositions abrogatoires

Art. 43. Sans préjudice de l'application de l'article 42, à compter du jour de l'entrée en vigueur des dispositions de la présente ordonnance, les dispositions de la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis qui seraient en contradiction avec les dispositions de la présente ordonnance cesseront d'être applicables sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exception de l'article 21, § 2 et § 3 de ladite loi.

Art. 44. Le Comité consultatif régional visé à l'article 23 de la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis est supprimé.

Section 3. — Disposition finale

Art. 45. La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 10 qui entre en vigueur le 1er juillet 1996 et des articles 13, 14, 26, 31 et 33, § 1er, qui entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Sanctionnons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 avril 1995.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

D. GOSUIN

Le Ministre de l'Economie,

R. GRILP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications
et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,

D. HARMEL

Afdeling 2. — Opheffingsbepalingen

Art. 43. Onverminderd de toepassing van artikel 42 en te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van deze ordonnantie zijn de bepalingen van de wet van 27 december 1974, die niet zouden overeenstemmen met de bepalingen van deze ordonnantie, niet langer van toepassing op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van artikel 21, § 2 en § 3, van voormelde wet.

Art. 44. Het regionale comité van advies beoogd onder artikel 23 van de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten wordt afgeschaft.

Afdeling 3. — Slotbepaling

Art. 45. Deze ordonnantie treedt in werking op de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 10, dat in werking zal treden op 1 juli 1996 en de artikelen 13, 14, 26, 31 en 33, § 1, die op de door de Regering vastgelegde datum in werking zullen treden.

Bekrachtigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 april 1995.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,

D. GOSUIN

De Minister van Economie,

R. GRILP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer
en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,

D. HARMEL

F. 95 — 1477

[C — 31287]

9 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 33, § 1er, de l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, notamment l'article 45;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

Arrête :

Article 1er. L'article 33, § 1er, de l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur entre en vigueur le 1er juin 1995.

Art. 2. Le Ministre ayant les services de taxis et les services de location de voitures avec chauffeur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

D. GOSUIN

N. 95 — 1477

[C — 31267]

9 MEI 1995. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende vaststelling van de inwerkingtreding van artikel 33, § 1, van de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 27 april 1995 inzake de taxidiensten en de verhuurdiensten van voertuigen met chauffeur

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 27 april 1995 inzake de taxidiensten en de verhuurdiensten van voertuigen met chauffeur, inzonderheid op artikel 45;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 33, § 1, van de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 27 april 1995 inzake de taxidiensten en de verhuurdiensten van voertuigen met chauffeur treedt in werking op 1 juni 1995.

Art. 2. De Minister die de taxidiensten en de verhuurdiensten van voertuigen met chauffeur in zijn bevoegdheden heeft wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 mei 1995.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Ch. PICQUE

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,

D. GOSUIN